Révoltes publie l'appel aux directions syndicales pour qu'elles organisent le combat contre la politique du gouvernement, qui a été signé par 40 étudiants de Clermont-Ferrand et repris à Lyon III.

Unité des organisations syndicales UNEF-ID et UNEF-SE contre la suppression massive de postes aux concours de recrutement des enseignants

Le gouvernement vient d'annoncer le nombre de postes au concours 2000. Après la chute vertigineuse des postes au concours 1999 (près de 54% pour le CAPES de philosophie, 30% pour celui de sciences économiques et sociales d'anglais sur 2ans), le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle baisse de plus de 12% (près de 2600 postes supprimés) avec en particulier :

- une baisse de 25% des postes au CAPET : Technologie : - 46% ; Génie (toutes disciplines) : - 37% etc.
- une baisse massive de postes en Mathématiques, Physique, Histoire et Géographie, Philosophie, SES, Anglais, Allemand, Lettres…

Le gouvernement va recruter cette année 50 professeurs certifiés en philosophie et en SES pour toute la France !

Au nom du gouvernement, Allègre et Royal viennent d'annoncer les mesures du plan « anti-violence » : 4000contrats emplois-jeunes supplémentaires se substituant de fait aux surveillants, 2000 emplois-jeunes « ouvriers » se substituant aux postes statutaires de techniciens et ouvriers de service dans les établissements. Sur France 3, dimanche 30 janvier, Allègre s'en justifiait ainsi : *« Il y a assez d'enseignants dans les établissements scolaires. Mais il faut davantage d'adultes. Nous allons former des emplois jeunes à la lutte contre la violence. »*

La suppression massive des postes au concours va de pair avec la mise en place de la « réforme des lycées » dont l'objectif est la diminution de l'enseignement disciplinaire dispensé aux élèves et la destruction du bac comme diplôme national. De même, à l'université, la mise en place des licences professionnelles est le moyen de détruire la licence comme diplôme national. Le stages en entreprise en feront des diplômes locaux définis selon les besoins du patronat.

Le gouvernement veut remplacer les postes statutaires d'enseignement qualifiés (Capes, Agrégation) par des emplois précaires, des contrats emplois-jeunes payés au SMIC pendant 5 ans. Allègre négocie avec le Medef le transfert en entreprise des actuels contrats emplois-jeunes qui, au bout de 5 ans, seront « embauchés » comme stagiaires par les patrons.

Ce que nous réserve le gouvernement, c'est une vie de galère, de surexploitation et de précarité.
Nous n'acceptons pas ! La majorité PS-PCF élue en 1997 n'a pas été élue pour une telle politique.

Nous nous adressons aux dirigeants de l'UNEF-ID, l'UNEF-SE pour qu'ils reprennent à leur compte les revendications des étudiants et qu'ils se prononcent clairement pour :

- retrait du plan Allègre de suppressions de postes aux concours
- la création massive de postes statutaires conformément aux besoins réels
- l'arrêt immédiat des réformes qui, au lycée comme à l'université, organisent la déscolarisation et la déqualification de la jeunesse
- appeler à la manifestation centrale de tous les étudiants à l'Assemblée Nationale pour exiger des députés PS-PCF qu'ils satisfassent ces revendications
- s'adresser aux organisations syndicales enseignantes (FSU, FEN, FNEC-FO, SGPEN-CGT) pour l'organisation commune de cette manifestation rassemblant enseignants et étudiants sur nos revendications.